Pétrole et impérialisme

[(Les récents accords de Téhéran et de Tripoli concernant les pays exportateurs de pétrole évacuant leur production par le golfe Persique et la Méditerranée marquent de nouveaux points dans les luttes internationales anti-impérialistes.

L'enjeu pétrolier est indissociable d'une réalité plus vaste, le développement économique des pays pauvres. Le haut niveau des profits en Europe et aux États-Unis «dépend dans une certaine mesure de l'existence de matières premières et de main-d'œuvre peu onéreuse en Asie et en Afrique», dit le «New York Times» du 11-1-1950.

Ce qui signifie que le développement économique du tiers monde est incompatible avec la politique économique capitaliste. Nous allons tenter d'analyser ce mécanisme dans le cas concret du pétrole.)]

I. – L'enjeu actuel du marché pétrolier

1) Importance du pétrole

a) Il sert surtout pour les fuels liquides dans lesquels surtout le fuel domestique: 40% du total consommé en France. Les fuels industriels (marche des usines): 23% du total consommé. Carburant auto: 16% et aviation: 2%. Mais il sert aussi comme matière première pour les produits chimiques, pour le bitume, etc.

Sans pétrole, les autos, les usines, l'agriculture, les transports routiers, la marine, etc. seraient ralentis ou arrêtés.

b) Dans quelle proportion sert-il? Les besoins ont augmenté de 50% entre 1965 et 1969. La moitié de l'énergie produite dans

le monde provient des hydrocarbures.

En 1980, le chiffre s'élèvera à 75%, selon le VI^{e} Plan français.

2) Le chantage

a) L'enjeu. En dehors des U.S.A. et des pays dits socialistes, les gisements les plus importants sont dans les pays du tiers monde. 30% de notre approvisionnement vient de l'Algérie, 58 % des autres pays arabes et de l'Iran.

Dix pays du tiers monde, rassemblés dans l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, possèdent 72% des réserves mondiales et ont fourni en 1960 50% de la production mondiale et 85% du commerce extérieur.

b) Contenu du chantage. Un certain nombre de compagnies qui ont le monopole de l'exploitation des pays producteurs maintiennent leur position par un chantage:
- si un gisement s'épuise, si une concession n'est pas renouvelée, les compagnies réinvestissent leurs bénéfices ailleurs;
- si un pays producteur perd son capital pétrole, il perd tout.

Dans les discussions entre compagnies et pays producteurs, les premiers se battent pour maintenir leur marge bénéficiaire, les seconds pour leur vie même.

II. – Les structures économiques

Les mécanismes d'exploitation

a) Historique. En 1928, les trois plus grandes compagnies mondiales s'entendent pour se répartir les chasses gardées. Tous les pays producteurs du tiers monde seront mis en coupe réglée avec la bénédiction des pays colonisateurs. La décolonisation sera un coup dur pour les compagnies, mais les

pays colonisateurs, en position forte, monnayèrent «l'indépendance» et imposèrent des conditions draconiennes.

b) Néo-colonialisme. Depuis, le néo-colonialisme s'est montré vigilant à sauvegarder ses intérêts, ne reculant devant aucun moyen. Il arrive que des trusts réduisent volontairement la production dans le seul but de maintenir les prix à un niveau élevé et sauvegarder les profits alors qu'il y a par ailleurs des millions de gens qui meurent de faim.

Plusieurs fois, les U.S.A. se sont mis à la tête du «front uni pétrolier» dont le but est de maintenir les profits. En 1952, ils président un tel regroupement avant de liquider, par l'intermédiaire de la C.I.A., le docteur Mossadegh, coupable d'avoir nationalisé le pétrole iranien. En échange de quoi le shah concéda 40% pétrole iranien aux États-Unis.

2) Structures économiques

a) Concessions et privilèges. Les pays producteurs sont soumis au principe de la concession: en échange de sommes d'argent, les compagnies se font concéder la liberté totale d'agir comme elles l'entendent sur des territoires immenses concédés pour soixante ou quatre-vingt-douze ans. C'est à la suite de tentatives, par la baisse des prix affichés, à truquer le système de redevances que l'Irak, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Venezuela ont créé en 1960 l'OPEP.

b) Les mouvements d'opposition. C'est le Mexique qui le premier a contesté ce système, en 1938. Et ensuite, l'Irak en 1951 et l'Iran en 1961.

Jusqu'ici, les crises avaient opposé un pays à une compagnie. Pour la première fois, en janvier-février 1971, on a une action concertée de l'ensemble des pays producteurs contre la quasi-totalité des compagnies. Les pays producteurs revendiquent: l'augmentation des revenus pétroliers; le réinvestissement sur place d'une part importante des bénéfices réalisés par les compagnies. Ce fut la première tentative pour

restaurer progressivement la souveraineté de ces pays sur les richesses de leur sous-sol. Le président Nixon invita les compagnies à constituer un consortium afin de négocier avec l'OPEP la «stabilisation des prix du pétrole pour une durée d'au moins cinq ans». Ce fut le but de la conférence de Téhéran. Le bilan de la crise est mitigé. Le monopole des sept grandes compagnies, les compagnies qui font la loi sur le marché, n'est pas entamé. Ils détiennent toujours 86% de la production du Moyen et du Proche-Orient, 58% en Libye, 90% au Venezuela. De plus, par les accords de Téhéran, les compagnies ont obtenu la consolidation du système de concessions pour cinq ans.

III. — Développement ou sous-développement

Conséquences de la crise de janvier-février

a) Pendant longtemps, les bénéfices se faisaient surtout en «amont», au niveau de la production. Les opérations en «aval» (raffinage, distribution, etc.) étaient peu rentables. C'est surtout aux dépens des pays producteurs que se prélevaient les bénéfices des compagnies et les énormes taxes des pays consommateurs. Mais l'évolution économique oblige les compagnies, servant les exigences des pays producteurs, de transférer les bénéfices sur les opérations de raffinage et de distribution. Les compagnies doivent répercuter les augmentations exigées par l'OPEP sur les pays consommateurs. La réaction des populations, savamment entretenues par les gouvernements, fut l'hostilité envers les pays dont les exigences allaient provoquer la hausse du prix de l'essence. Mais les compagnies et l'État, eux, ne sont pas perdants. Exemple: pour un litre d'essence, le consommateur paie 2,5% du prix du litre pour l'extraction, 5% pour le raffinage, 30% pour le transport et la distribution... et 50% d'impôts pour l'État français. Et l'État producteur? Il lui revient 7,5% du

prix final du litre. Par ailleurs, si les «exigences» algériennes en matière de pétrole étaient satisfaites, cela coûterait à la France l'équivalent de 0,1% de son revenu national...

b) Pour se justifier, les compagnies allèguent qu'elles ont des investissements colossaux. Or leur taux d'autofinancement, c'est-à-dire leur capacité de réinvestir avec leurs ressources propres, est passé en vingt ans de 95% à 70%. Donc il faut faire appel au marché des capitaux (actionnaires). Par conséquent, il faut augmenter les rendements pour les attirer les investissements.

2) Solutions

Les pays du golfe Persique ont amélioré leurs recettes, et ils peuvent plus facilement financer leurs programmes d'industrialisation, lorsqu'ils en ont un. Mais la nature des relations entre compagnies et pays producteurs n'a pas changé.

Ces pays ne peuvent obtenir leur émancipation qu'en cessant de n'être que des producteurs et des exportateurs de matières premières, et en se faisant eux-mêmes raffineurs, pétrochimistes, transporteurs, vendeurs, et en profitant de l'enrichissement économique réalisé à chaque stade du chemin qui va du puits à la station d'essence.

C'est seulement à cette condition que le pétrole jouera, dans l'économie des pays producteurs, le rôle décisif qui lui appartient.

Conclusion

C'est pourquoi nous pensons que pour sortir de cet asservissement à tous les niveaux, pour réaliser un développement économique diversifié répondant aux besoins intérieurs, les nationalisations sont une étape nécessaire. Le contrôle total de leurs ressources est la première condition

du développement économique du tiers monde.

Cependant, si le contrôle des ressources doit provoquer un enchérissement des produits sur le marché de consommation, les travailleurs occidentaux doivent prendre conscience que la responsabilité n'incombe pas aux pays producteurs dont l'exigence est légitime, mais au capitalisme international qui tente désespérément de sauvegarder des profits, dont les taux sont progressivement rognés par les luttes anti-impérialistes et ouvrières.

La solidarité avec les pays du tiers monde est donc une nécessité vitale, et pour le tiers monde, et pour les travailleurs occidentaux, car la portée des luttes ouvrières à l'intérieur des pays industriels est relativement inopérante dans la mesure où l'impérialisme peut compter sur la stabilité du régime d'exploitation des pays pauvres, et inversement, les luttes anti-impérialistes des pays pauvres sont elles aussi relativement inopérantes dans la mesure où il n'y a pas de riposte ouvrière des pays industriels, face aux majorations tarifaires des compagnies par exemple.